



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 17 mai 2004 (19.05)
(OR. de)**

9608/04

COPEN	66
EJN	32
EUROJUST	43

NOTE DE TRANSMISSION

de:	M. Dieter BÖHMDORFER, ministre fédéral de la justice de la République d'Autriche
en date du:	11 mai 2004
à:	M. Charles ESLEN, directeur général de la DG H, Secrétariat général du Conseil
Objet:	Mandat d'arrêt européen - Notifications et déclarations de la République d'Autriche

Monsieur le Directeur général,

Je vous prie de trouver en annexe la notification et les déclarations faites par la République d'Autriche conformément à la décision-cadre du Conseil relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres.

Le Conseil national autrichien a adopté le 25 mars 2004 la Loi fédérale sur la coopération judiciaire en matière pénale avec les États membres de l'Union européenne. Le Conseil fédéral ayant décidé, le 16 avril 2004, de ne pas s'opposer, cette loi, qui institue en Autriche le mandat d'arrêt européen, **est entrée en vigueur le 1^{er} mai 2004.**

(formule de politesse)

Dieter BÖHMDORFER

À compter du 1^{er} mai 2004, l'Autriche appliquera la décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres (JO L 190 du 18.7.2002, p. 1) à l'égard des États membres qui ont déjà transposé le mandat d'arrêt européen dans leur droit national.

L'Autriche renvoie à la déclaration relative à l'article 32 de la décision-cadre, qu'elle a faite lors de l'adoption de ladite décision-cadre.

Ad Article 6, paragraphe 3, de la décision-cadre

Autorité judiciaire d'émission compétente

Les tribunaux de grande instance ("Landesgerichte") et les tribunaux de district ("Bezirksgerichte") sont compétents pour délivrer un mandat d'arrêt européen pour la poursuite ou pour l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté privatives de liberté.

Autorité judiciaire d'exécution compétente

Le juge d'instruction du tribunal de grande instance ("Landesgericht") localement compétent est compétent pour l'exécution des mandats d'arrêt européens et des procédures de transfèrement. Les décisions du juge d'instruction relatives à l'exécution d'un mandat d'arrêt européen sont susceptibles de recours devant le tribunal régional supérieur ("Oberlandesgericht") compétent.

Ad Article 7, paragraphe 1, de la décision-cadre

Le ministère fédéral de la justice et l'office fédéral de la police judiciaire, qui dépend de la direction générale de la sécurité intérieure du ministère fédéral de l'intérieur, sont les autorités centrales chargées d'assister les autorités judiciaires.

Les coordonnées de ces deux autorités sont les suivantes:

Bundesministerium für Justiz
Abteilung IV 1
Museumstraße 7
1070 Vienne
Autriche

Téléphone: +43-1-52 1 52-0
Télécopie: +43-1-52 1 52-2500
e-mail: kzl.F@bmj.gv.at

Bundesministerium für Inneres
Generaldirektion für die öffentliche Sicherheit
Bundeskriminalamt - SIRENE Österreich
Josef Holaubek Platz 1
1090 Vienne
Autriche

Téléphone: +43-1-24836-85280
Télécopie: +43-1-315 28 54
e-mail: bmi-ii-bk-spoc@bmi.gv.at

Ad Article 8, paragraphe 2, de la décision-cadre

La République d'Autriche accepte les mandats d'arrêts européens émis dans toutes les langues officielles des États d'émission qui acceptent les mandats d'arrêt européens en allemand émis par une juridiction autrichienne.

Ad Article 25, paragraphe 2, de la décision-cadre

En cas de demande de transit par le territoire de la République d'Autriche vers un autre État membre, la décision incombe au ministre de la justice. C'est donc lui qui est chargé de recevoir les demandes de transit et les documents nécessaires, de même que toute autre correspondance officielle concernant les demandes de transit.

Ad Article 27, paragraphe 1, de la décision-cadre

L'Autriche notifie que, dans ses relations avec d'autres États membres qui ont procédé à la même notification, le consentement est réputé avoir été donné pour qu'une personne soit poursuivie, condamnée ou détenue en vue de l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté privatives de liberté, pour une infraction commise avant sa remise, autre que celle qui a motivé sa remise, sauf si, dans un cas particulier, l'autorité judiciaire d'exécution en dispose autrement dans sa décision statuant sur la remise.
